

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259 – 59019 LILLE cedex
59019 Lille

Lille, le 3 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



BUTAGAZ

CHEMIN DE GRUERIE RD 25
60800 LEVIGNEN

Références : IC-R/0285/22-CM/SL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement BUTAGAZ implanté CHEMIN DE GRUERIE RD 25 60800 LEVIGNEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ
- CHEMIN DE GRUERIE RD 25 60800 LEVIGNEN
- Code AIOT dans GUN : 0005101270
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le site BUTAGAZ de Léviguen est un dépôt GPL vrac.

Les deux principales activités exercées sur le site sont :

- l'approvisionnement et le stockage de GPL (propane) en vrac dans deux réservoirs enterrés sous talus de 550 m3 chacun ;
- le déchargement et le chargement dans des camions citernes petits et gros porteurs de 6 à 24 tonnes de propane (mouvements : 13 000 tonnes/an).

L'exploitation des installations de l'établissement est réglementée par les principaux arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 7 décembre 1995 ;
- arrêté préfectoral du 20 juillet 2016 donnant acte de son étude de dangers.
- arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Instruction des porter à connaissance déposés par l'exploitant
- Système de gestion de la sécurité : chapitre gestion des situations d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 2	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 2	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 2	/	Sans objet
Mise en place et mise en œuvre du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.5	/	Sans objet
Réexamen et mise à jour du SGS	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40	/	Sans objet
Affectation de moyens appropriés	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-99	/	Sans objet
Incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 1	/	Sans objet
Suite inspection de 2021 SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021 n'a pas fait l'objet d'une procédure contradictoire. Par suite, l'exploitant a des observations sur cet arrêté. Cette inspection a permis de réaliser ce contradictoire. Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire abrogeant celui de mai 2021 et imposant des dispositions modifiées (explicitées dans les points de contrôle) est proposé est annexe du rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Le groupe incendie alimente un réseau interne de lutte qui comprend : <ul style="list-style-type: none">- un système d'arrosage fixe des postes de chargement/déchargement des camions-citernes à 10 l/m².min asservi à la détection gaz et flammes et aux boutons d'alarme générale ;- 6 canons à eau fixes pré-orientés de débit unitaire maximum de 120 m³/h ;- 10 lances monitor fixes et une lance à débit variable réparties autour des installations ;- des rideaux d'eau mobiles ;
Constats : Le site dispose de rampes d'arrosage sur les postes de chargement/déchargement des camions citernes. Elles sont alimentées par des réserves incendie d'un volume de 800m ³ et on un débit de 10 l/m ² .min. Le site dispose également de 6 canons à eau orientables et encadrant ces mêmes postes. Le débit n'a pas fait l'objet de l'inspection. L'exploitant transmettra néanmoins le résultat des derniers tests de débit disponibles. L'exploitant dispose également de 6 armoires incendie mobiles présentes autour des installations de chargement et déchargement. Elles sont constituées de lances (au moins 3 par armoire), de raccords normalisés de queue de paon, d'une clé à raccord. Leur composition évolue en fonction de retour d'expérience des exercices POI. Elles sont vérifiées tous les mois. Ces armoires et leur contenu sont incluses dans le POI du site. L'étude de dangers de 2013 fait référence à 6 armoires incendie qui viennent en complément des moyens fixes et mobiles déjà mis en place. La disposition contrôlée est intégrée à l'arrêté préfectoral du 27 mai 2021, ce dernier n'ayant pas fait l'objet d'une procédure contradictoire. Cette inspection permet de rattraper cette phase. L'exploitant demande à modifier la formulation pour ne faire référence qu'au POI quant à la composition de ces armoires. La disposition sera modifiée comme suit : "Le groupe incendie alimente un réseau interne qui comprend : [...] - 6 armoires incendie mobiles installées autour des installations de chargement/déchargement des camions citernes telles que définies dans la POI. Leur composition doit être en adéquation avec les risques définis dans l'étude de dangers."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : La position ouverte/fermée des vannes d'isolement et d'arrosage des unités est sécurisée. Les commandes sont situées dans un endroit protégé ou suffisamment éloigné de l'unité, de manière à rester accessibles en cas d'accident survenant sur celle-ci.
Constats : L'exploitant indique que les vannes alimentant les canons fixes à eau situés sur le site sont en position fermée pour éviter leur mise en route automatique lors de la mise en sécurité du site (position validée par l'étude de dangers de 2013). Seules les vannes alimentant en eau le système d'arrosage fixe des postes de chargement/déchargement des camions citernes sont position ouverte. Ces vannes ne sont pas sécurisées en position normale de fonctionnement. Les vannes de ces canons fixes sont situées à plusieurs endroits du site (encadrant les postes de chargement/déchargement et des zones de stationnement) dans plusieurs directions afin de permettre leur ouverture en cas de besoin. Une seule vanne est à l'extérieur du site. Il s'agit de la vanne d'alimentation en eau du site. Elle est positionnée dans un regard, le compteur d'eau est également présent. Elle est sécurisée et reste en position ouverte. L'exploitant fait une vérification tous les 15 jours. La disposition contrôlée est intégrée à l'arrêté préfectoral du 27 mai 2021, ce dernier n'ayant pas fait l'objet d'une procédure contradictoire. Cette inspection permet de rattraper cette phase. Ainsi, cette disposition va être modifiée comme suit : " La vanne d'alimentation en eau du site, située à l'extérieur du site, est sécurisée et toujours en position ouverte. Les vannes alimentant le système d'arrosage automatique des postes de chargement/déchargement sont en position normale ouverte. Toutes les autres vannes liées aux moyens de défense contre l'incendie sont en position normale d'activités (position fermée) et sont situées dans des endroits protégés et suffisamment éloigné de manière à rester accessibles. Elles font toutes l'objet d'une maintenance pour s'assurer de leur manœuvrabilité."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Des extincteurs mobiles 50 kg à poudre sont situés à proximité des zones de chargement/déchargement des camions-citernes.
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspection a pu vérifier la présence de 4 extincteurs à poudre mobiles de 50kgs. Ils encadrent les postes de chargement/déchargement des camions citernes. La dernière visite de contrôle date du 16 juin 2021 . Aucune non conformité n'est relevé sur ce type d'extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en place et mise en œuvre du SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure SGS (SE.RE/EH.01 - MAJ3) qui lui sert également de manuel SGS. Il répond à la double exigence de l'arrêté du 26 mai 2014 et à l'article R515-99 du code de l'environnement. Ce manuel SGS reprend l'ensemble des chapitres du système de gestion de la sécurité défini dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. La gestion des situations d'urgence est pris comme thème pour la suite de l'inspection. Le dernier alinéa de cette prescription n'a pas fait l'objet de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I.5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Le scénario fil rouge est la perte de confinement enflammé au poste déchargement camion. Il s'agit d'un phénomène dangereux identifié dans l'étude de dangers du site. Lors de la survenue d'un tel incendie, l'exploitant applique la fiche réflexe du POI (p39/103) : fiche réflexe n°1. Avant toute chose, le site est mis en sécurité de manière automatique par détection gaz ou flamme ou appui bouton coup de poing. Cette fiche réflexe sert de boîte à outils, une check-liste des choses à faire: - levée de doutes, - gestion de l'eau, - gestion des produits stockés sur le site,

- analyser, à partir des courbes contenues dans le POI (distance d'effets en fonction du débit de produit libéré), du sens du vent, des zones potentiellement impactées. Ce point sert à définir les moyens mobiles de lutte contre l'incendie à mettre en œuvre.

Dans le POI, une fiche cible est également présente. Il s'agit d'idées de manœuvre pour lutter contre le feu (comment l'exploitant protège ses installations?).

Le site possède une borne Talia qui est testée tous les mois. Ces tests sont enregistrés dans la GMAO. L'inspection a visualisé les enregistrements des derniers tests réalisés.

Pendant, les heures non ouvrées, le site est sous télésurveillance. Un système d'astreinte est mis en place. L'exploitant a défini à 30 min maximum le temps d'arrivée sur le site de la personne d'astreinte.

Le niveau de sécurité est le même que dans la journée, le site se met en sécurité. Les vannes liées à la circulation du fluide sont fermées en dehors de la période d'exploitation. Il n'y a plus de chargement possible en dehors des heures d'exploitation.

Les entreprises extérieures passent par un accueil sécurité d'une trentaine de minutes avant toute intervention. Il en est de même pour les nouveaux embauchés.

Les conducteurs de camion chargeant et déchargeant sur le site suivent également une formation de sécurité. Un diplôme est délivré à l'issue en fonction du résultat au questionnaire. Il est valable 3 ans sauf si une interruption d'un an a lieu.

Les conducteurs sont aptes à appuyer sur le bouton coupe poing. L'éloignement des zones impactées par l'accident, l'incendie est la consigne.

La procédure SGS (SE.RE/EH.01) définit une périodicité d'un an pour les exercices POI avec les services du SDIS.

Un entraînement mensuel du personnel à la mise en œuvre des moyens de secours est réalisé.

Une traçabilité a été visualisée par l'inspection via le logiciel EasyRisk.

Les actions d'amélioration en lien avec le retour d'expérience sont introduites dans ce même logiciel et ainsi suivies.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réexamen et mise à jour du SGS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité. Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement. L'exploitant tient à jour ce système. Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour : <ul style="list-style-type: none">- avant la mise en service d'une installation relevant du régime défini à la présente sous-section ;- avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ou de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ;- dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section pour d'autres raisons que celles mentionnées aux deux alinéas précédents ;- à la suite d'un accident majeur.
Constats : Le site de Levignen n'a pas évolué de classement depuis sa construction. De plus, l'exploitant dispose d'une procédure en lien avec le SGS, chapitre "Gestion des modifications". Cette dernière a fait l'objet d'une inspection en 2020. Elle permet de définir les impacts sur l'ensemble des dossiers, documents d'une modification. Autrement, suivant le type de modification, l'impact et par suite la nécessité de modifier le POI et les moyens de lutte contre l'incendie sont analysés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Affectation de moyens appropriés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-99
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
Constats : L'exploitant met en œuvre les actions qu'il a prévu dans le SGS "chapitre Gestion des situations d'urgence". Les enregistrements relatifs aux différents exercices POI et formation des chauffeurs ont été visualisés par l'inspection. L'aspect communication en cas de déclenchement d'un POI est géré par la procédure Plan de gestion de crise (SE.PG/DG.01). Le soutien des autres sites sur cette thématique y est décliné. Les moyens de secours tel que décrits dans le POI et l'étude de dangers sont mis en oeuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Tableau de classement – Rubrique 4734.1
Prescription contrôlée : Caractéristiques des installations : - 1 citerne d'un mètre cube enterrée de fioul domestique et tuyauteries associées, soit moins de 1 tonne au total
Constats : Une cuve à fioul domestique enterrée est présente sur le site. Elle sert uniquement à l'alimentation des groupes pompes des systèmes d'arrosage automatique. Elle est enterrée au pied du local pompe. Elle est à double parois. Elle fait l'objet d'une maintenance annuelle notamment la recherche de fuites sur la double enveloppe. Dans l'étude de dangers de 2013, l'exploitant a pris en compte une cuve d'un mètre cube. Or, lors de la construction du site, c'est une cuve d'1,5m ³ qui a été installée. La disposition contrôlée est intégrée à l'arrêté préfectoral du 27 mai 2021, ce dernier n'ayant pas fait l'objet d'une procédure contradictoire. Cette inspection permet de rattraper cette phase. L'exploitant a réalisé une analyse de risques pour cette cuve d'1,5m ³ . Le fioul est pompé par aspiration de cette cuve vers les nourrices des groupes motopompes. En cas de fuite lors de ce transfert, les pompes d'alimentation se désamorcent en aspirant de l'air. En cas de fuite après ces pompes d'alimentation, le fioul se répand dans les rétentions des deux nourrices. Les tuyauteries sont également au-dessus des rétentions. En cas de déversement sur le sol du local motopompe, ce dernier est entouré d'un mur formant rétention (sauf les portes levantes) et d'un avaloir relié à un séparateur d'hydrocarbures. En cas de déversement, le risque d'inflammation est minime puisque le point éclair du fioul utilisé est de 55°C. Selon l'exploitant, il n'y a pas une augmentation du risque avec cette augmentation de volume de la cuve de fioul. Par suite, le tableau de classement sera remis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite inspection de 2021 SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des performances
Prescription contrôlée : Suite de l'inspection du 26 novembre 2021 : Aujourd'hui, une PPAM nationale permet de définir des indicateurs qui sont déclinés au niveau local, pour chaque site. Or, cette politique doit être signée au niveau local, par le responsable de site, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui (fait susceptible de suite). De la même manière, la revue de direction doit être réalisée à l'échelle du site et non au niveau régional comme aujourd'hui (fait susceptible de suite). L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments permettant de répondre à ces deux faits sous un délai d'un mois. Ces indicateurs sont intégrés dans un logiciel Easy Risk (système de gestion du management). Ce dernier permet un suivi en continu sur chaque site et une liaison entre les services centraux et le site de Levignen. Fait susceptible de suite
Constats : L'exploitant a transmis à Mme la Préfète par courrier daté du 29 mars 2022 la réponse à l'inspection réalisée le 26 novembre 2021 (fait susceptible de mise en demeure). L'exploitant indique que la PPAM est bien signée par le responsable du site de Levignen, le chef d'unité d'exploitation et le directeur des opérations techniques. Les deux dernières personnes ne sont pas sur site mais font partie des services supports du groupe. La revue de direction est réalisée en deux temps : - une revue générale au niveau groupe, où des objectifs sont décidés, - une revue locale où ces mêmes objectifs sont déclinés. Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant a tracé cette déclinaison sur la thématique de la gestion des situations d'urgence : - objectif national : diversification des exercices POI / Objectif local : la thématique de 3 des exercices POI à réaliser en 2022 sont imposés - objectif national : attention particulière doit être portée sur l'identification et la formalisation des actions d'amélioration à mener suite aux exercices POI sur le site / Objectif local : au moins 4 actions d'amélioration doivent être identifiées. La déclinaison de ces objectifs se fait dans le logiciel EasyRisk.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet